



Ville de MIRANDE

## ARRÊTE TEMPORAIRE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Le Maire de la Commune de MIRANDE, Gers,

**VU**, la Loi n° 82-213 du 2 Mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la Loi n° 82-623 du 22 Juillet 1982,

**VU**, le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-2 et L 2512-14,

**VU**, les Articles R.411-8 et R.415-7 du Code de la Route,

**VU**, les Articles L 21 à L 27-4 du Code Pénal,

**VU**, le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

**CONSIDERANT**, la demande formulée le 24 Mars 2026 par Monsieur BELLOCQ Franck, pour le compte de la SAS GAUTHIER DIFFUSION, domiciliée 7 Avenue d'Etigny - 32300 MIRANDE, en vue d'être autorisée à occuper le domaine public 29 rue Victor Hugo à MIRANDE, pour des travaux de menuiserie **du 26 au 27 Mars 2026 inclus**.

### ARRÊTE

**Art. 1er** : La SAS GAUTHIER DIFFUSION est autorisée à occuper le domaine public 29 rue Victor Hugo à MIRANDE, pour des travaux de menuiserie **du 26 au 27 Mars 2026 inclus**.

Toute occupation du domaine public au-delà de cette période devra faire l'objet d'une demande de renouvellement au moins 2 jours à l'avance.

**Art. 2** : La SAS GAUTHIER DIFFUSION est chargée de mettre en place la signalisation réglementaire en vue d'assurer la sécurité des biens et des personnes.

**Art. 3** : A cet effet :

- Les places de stationnement ainsi que le trottoir devant le 29 rue Victor Hugo sont réservés à la SAS GAUTHIER DIFFUSION au droit du chantier.
- La circulation des véhicules pourra être interdite rue Victor Hugo portion de voie comprise entre le Boulevard Lascours et la rue de Berdoues selon les besoins du chantier durant la période précitée.

**Art. 4** : A l'issue du chantier, la SAS GAUTHIER DIFUSION devra s'acquitter du paiement qui lui sera réclamé, au titre de cette occupation du domaine public soit 0,50 € par jour et par mètre carré occupé.

**Art. 5** : Les infractions aux dispositions du présent arrêté qui sera affiché et publié dans les conditions réglementaires, seront constatées par procès-verbal qui sera transmis aux tribunaux compétents.

**Art. 6** : Monsieur le Maire de MIRANDE, Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de MIRANDE, les Agents de Police Municipale et les services de voirie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.



MIRANDE, le 24 Mars 2026.

Le Maire,

NOTIFIE LE 24/03/26

B. Dorey

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de PAU – Villa Noullobos – Cours Lyautey – 64010 PAU CEDEX dans un délai de deux mois à compter de sa publication par, envoi sur papier au tribunal, dépôt sur place au tribunal ou sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) de la requête.



Réseau international des villes du Bien Vivre

